

INFO – GREHSS

n° 50

7 septembre 2026

Assistantes sociales dans la Résistance

Dans ce numéro nous publions un texte de Cécile Formaglio sur les assistantes sociales dans la Résistance. Engagées dans la Résistance ou dans la sauvegarde des familles et enfants juifs menacés, des assistantes sociales ont fait face. Si l'on a quelques données sur certaines, il y en a d'autres qui ont traduit en actes leur refus de Vichy, sans que ces actes aient laissés de traces. Dans notre dictionnaire biographique du service social (voir le site www.grehss.fr) sur les 98 biographies publiées ce jour, 24 concernent des assistantes sociales engagées dans des organisations de Résistance ou dans la protection des familles et enfants juifs. Il s'agit des biographies suivantes : ALBRECHT Berty, BLOCH Francine, CHEVALLEY Lucie, COHEN Gaby, FARNOUX Yvette, GETTING Joséphine, GRUNEWALD Denise, HEYMAN Claire, KOCHER Yvonne, KRYSTAL Renée, LECLEZIO Suzanne, LHOTTE Celine, LOINGER-NEZER Fanny, MARTIN Marguerite, PERLES Jacqueline, PEYSSON Jeannine, RIBIERE Germaine, SALOMON Andrée, SAMUEL Vivette, SIVADON Jeanne, TRILLAT Marcelle, VORMUS Denise, WARCCHAWSKY Marie, WEIL-SALON Nicole.

Dans nos rubriques habituelles vous pourrez suivre les activités du GREHSS ainsi que le recensement des livres, articles, thèses sur l'histoire du travail social. Enfin, dans la rubrique colloques, journées d'études, nous publions le compte rendu de la journée d'hommage à Hervé Drouard, le 28 mai au CNAM. La biographie d'Hervé Drouard est dans le dictionnaire biographique du service social sur le site du GREHSS.

Henri PASCAL président du GREHSS

Sommaire	Pages
Assistantes sociales dans la Résistance	1
Formaglio « les assistances sociale dans la résistance : d'une vocation professionnelle à la déportation	2
Activités du GREHSS	
Du côté de l'histoire du travail social	11
Colloques, journée d'études	15
Dossiers publiés dans Info GREHSS	19

Les assistantes sociales dans la résistance : d'une vocation professionnelle à la déportation

Cécile Formaglio

Cet article a pour origine un constat tiré par Philippe Mezzasalma¹ lors du traitement informatique du fichier des adhérentes de l'ADIR : la profession d'assistante sociale fait partie de celles qui reviennent souvent dans les déclarations, avec parfois la mention d'une formation de surintendante d'usine. Ce constat semblait valoir la peine d'être creusé et il entraînait en résonnance avec mes propres travaux de recherche sur l'une des fondatrices de l'association des surintendantes d'usines et de l'école qui en dépendait, Cécile Brunschvicg².

À la veille de la seconde guerre mondiale, une quarantaine d'écoles délivrent le diplôme d'assistante sociale. Le décret du 17 février 1938, en fusionnant la formation des infirmières visiteuses avec celle des assistantes sociales, entraîne l'accroissement du nombre des écoles de service social passé de 12 à plus de 40. Quant à l'école des surintendantes, elle fait partie des premières écoles de service social, créées dans les vingt premières années du vingtième siècle. La particularité de cette école est d'avoir été fondée en 1917, pour répondre aux nouvelles conditions créées par l'embauche massive de femmes dans les usines de guerre, et de délivrer une formation spécifique de travailleuse sociale, chargée des conditions de travail, du contrôle de l'hygiène au sein de l'usine et de la gestion des services sociaux destinés aux ouvrières et à leurs familles³.

Soulignons que le rôle joué par les assistantes sociales dans la Résistance n'est pas un fait inconnu des historiens. Il reste toutefois à explorer tant la personnalité et la trajectoire de la plus célèbre d'entre elles : Berthie Albrecht (1893-1943), a pu contribuer à éclipser les autres. Devenue assistante sociale après ses études à l'école des surintendantes d'usines, d'octobre 1936 à juillet 1938, militante néo-malthusienne et antifasciste, B. Albrecht a été la co-fondatrice du mouvement Combat avec Henri Frenay, et fut élevée au titre de compagnon de la Libération par le décret du 26 août 1943⁴. Les nombreuses critiques émises à la Libération, en particulier par le Parti communiste, contre la profession d'assistante sociale, jugée conservatrice car apparentée à la classe dirigeante⁵, ont aussi longtemps contribué à gommer le rôle réel joué par la profession durant la période de l'Occupation. Les assistantes sociales étaient en effet suspectées d'avoir travaillé en nombre (6 000 des 9 000 assistantes de service social en poste au moment de la guerre) dans des institutions émanant de l'État français comme le Secours national, qui était placé par la loi du 4 octobre 1940 sous la haute autorité du maréchal Pétain avec pour mission de coordonner l'activité des œuvres privées⁶. On peut aussi supposer que les assistantes sociales, tenues au secret professionnel, aient été encore moins portées que d'autres femmes à témoigner sur leur engagement. À notre connaissance, le seul témoignage écrit et publié par une assistante sociale active dans la Résistance est celui de Céline Lhotte (1888-1963)⁷, assistante sociale du Secours national, engagée à Libération-Nord, qui ne connaîtra ni l'internement ni la déportation, et qui reste finalement assez discrète sur son propre engagement. Elle achève son récit, intitulé *Et pendant 6 ans*, en disant du reste qu'elle pense avoir respecté le secret professionnel en écrivant ses mémoires. Les recherches les plus récentes remettent en cause la vision ancienne d'une profession presque unanimement comblée par la création de l'État français et le programme hygiéniste et social de la Révolution nationale⁸. L'ouvrage d'Armelle Mabon-Fall, reposant sur de nombreux entretiens et témoignages, a notamment contribué à réévaluer le rôle joué par les assistantes sociales dans la Résistance. Armelle Mabon-Fall a pu mettre en

lumière l'action des assistantes sociales qui, au sein du Secours national, ont fait preuve de désobéissance et sont venues en aide dans le cadre de leurs fonctions aux persécutés du régime : juifs, résistants, prisonniers évadés. Pour Jacques Sémelin, qui a étudié les actes d'entraide dans la France occupée, les assistantes sociales, en particulier celles qui ont travaillé dans les camps de prisonniers avec l'Organisation de secours aux enfants, le Secours national ou encore le Service social d'aide aux émigrants, ont été parmi les premières, de par leur métier, à venir en aide aux juifs persécutés⁹.

Cet article s'intéressera à l'engagement des assistantes sociales dans la Résistance intérieure, en mettant de côté leurs rôles dans la Résistance extérieure, en particulier dans le service social de la France libre, dont Éliane Brault a retracé l'histoire dans son ouvrage consacré aux Auxiliaires féminines de l'Armée de terre¹⁰. Le rapide panorama proposé ici ne serait pas complet si on ne mentionnait pas les assistantes sociales juives, exclues des organismes publics, qui ont été actives au sein des organisations juives d'entraide ou de Résistance. Certaines ont même été arrêtées dans le cadre de leurs fonctions, comme Mila Racine, arrêtée alors qu'elle accompagnait un convoi clandestin d'enfants et d'adultes pour la Suisse avec le Mouvement de la jeunesse sioniste, et déportée le 31 janvier 1944 à Ravensbrück¹¹.

Les archives de l'ADIR permettent aujourd'hui d'aller plus loin dans l'évaluation de la participation des assistantes sociales à la Résistance organisée et de faire émerger des noms, des parcours qui ne sont jamais mentionnés dans les études sur la profession. Cet article s'appuie sur plusieurs sources : en premier lieu le fichier des adhérentes de l'ADIR déclarant la profession d'assistante sociale, ainsi que les dossiers personnels des archives de l'ADIR ; en second lieu la revue *Voix et Visages* où ont été publiées les notices nécrologiques de quelques-unes de ces femmes – nous en avons retrouvé onze –, contenant souvent des indications biographiques précieuses. En outre, la présence de cinq surintendantes d'usine parmi les membres de l'ADIR invitait à aller consulter dans les archives de l'École supérieure de travail social, qui a succédé à l'école des surintendantes d'usine, les dossiers d'élèves dont la déportation, confirmée par les données du mémorial de la déportation, était mentionnée dans le compte rendu de l'assemblée générale de l'association des surintendantes de 1947¹². Il serait également utile de consulter certains dossiers d'obtention de la Légion d'honneur et de la carte de combattant volontaire de la Résistance, ainsi que ceux de la Division des archives des victimes des conflits contemporains (DAVCC), du Service historique de la Défense, à Caen. Au-delà des aspects statistiques, cet article s'efforcera de comprendre qui sont ces femmes, d'étudier dans quel contexte professionnel elles ont exercé et, même si la confrontation est risquée et complexe, de voir quelle corrélation il est possible d'établir entre la profession d'assistante sociale et l'engagement dans la Résistance. Enfin, seront rapidement évoquées la déportation et les conséquences qu'elle a pu avoir sur ces femmes.

Le corpus étudié

Ainsi a été constitué un corpus lié à 47 assistantes sociales résistantes, dont 45 déportées et 2 internées, nées entre 1889 et 1924. L'âge moyen de ces assistantes sociales était de 29,5 ans au moment de la signature de l'armistice. Sur ce corpus, 40 devinrent membres de l'ADIR, six sont décédées en prison ou en déportation. Précisons que sont incluses dans ce corpus d'étude deux surintendantes arrêtées pour fait de Résistance, mais déportées comme juives. Il s'agit d'Yvette Bernard-Farnoux (1919-2015), née Baumann, qui succède à Berthie Albrecht comme responsable des services sociaux de Combat, et de Madeleine Lévy (1918-1944), la petite-fille d'Alfred Dreyfus, toutes deux déportées à Auschwitz. Au moins trois

femmes de ce corpus, trop jeunes pour avoir exercé la profession d'assistante sociale pendant la guerre, le sont vraisemblablement devenues par la suite. Le terme même d'assistante sociale que ces femmes revendiquaient peut renvoyer à des réalités différentes : assistante dotée du brevet de capacité professionnelle créé en 1932 ou du diplôme d'État créé en 1938, et révisé par Vichy par le décret du 12 novembre 1941, auxiliaires sociales créées par circulaire le 2 septembre 1939, formées de manière intensive en trois mois pour répondre aux besoins de la guerre, ou encore femmes employées dans les services sociaux de la Résistance, sans forcément en avoir la formation. Malgré les disparités de situations, on peut néanmoins considérer que toutes ces femmes qui se disaient assistantes sociales, partageaient des valeurs communes. Dix-neuf des femmes de ce corpus étaient célibataires au moment de leur adhésion à l'ADIR, onze l'étaient avec certitude au moment de leur engagement dans la Résistance, avant de se marier, ce qui fait un peu plus de 64 % de femmes célibataires. Ce taux largement supérieur à la moyenne nationale n'a rien de surprenant dans un métier où, à l'époque, le célibat et l'esprit de sacrifice sont encouragés. Le corpus confirme aussi un engagement assez précoce dans la Résistance pour certaines d'entre elles puisque 11 femmes furent arrêtées en 1941 et 1942. La première d'entre elles, Sarah Rosier (1901-1993), arrêtée en janvier 1941, illustre l'entrée en Résistance des temps pionniers, où l'intentionnalité seule jouait un rôle et qui fut le fait d'une minorité¹³. C'est également le cas de Berthie Albrecht ou encore de Jaqueline Hereil-Bévérina (1913-1998), dite « Myrtille » dans la Résistance, qui s'engagea dès octobre 1940 et appartenait au comité directeur du mouvement Turma-Vengeance¹⁴. Pour ces femmes qui se proclamaient patriotes, le refus de la défaite et de l'occupation allemande semble avoir été le premier moteur. Les réseaux d'appartenance mentionnés par les adhérentes de l'ADIR confirment aussi, au-delà de la Résistance humanitaire, un engagement dans la Résistance armée à travers 25 réseaux et mouvements différents, en majorité de renseignements.

Les raisons d'un engagement

Il n'est pas aisé d'interroger les raisons qui ont poussé ces femmes à prendre des risques tels qu'elles eurent à connaître la prison ou la déportation, et ce qui les différencie des nombreuses assistantes sociales restées attentistes durant l'Occupation. L'importance de la foi est souvent rappelée dans les notices nécrologiques des femmes du corpus, c'est le cas des catholiques Anne-Marie Boumier (1897-1990), Jacqueline Hérel-Bévérina, Charlotte Bachelet (1911-1990) – auxiliaire sociale militaire déportée depuis la Tunisie –, Marcelle Fuglesang (1903-1943 – déportée à Auschwitz dans le convoi du 24 janvier 1943¹⁵ –, et des protestantes Bertie Albrecht, Jane Sivadon (1901-1995), Yvonne Kocher (1897-1945). On sait que, même pour celles qui ont suivi leur formation dans des écoles laïques comme l'école des surintendantes, la foi a joué un rôle dans le choix de cette profession. Comme le souligne Yvonne Knibiehler, « il y a des jeunes filles qui s'engagent par fidélité aux options idéologiques de leurs parents : elles entrent dans le social comme on entre en religion¹⁶ ». C'est clairement le cas pour Yvonne Kocher, entrée à l'école des surintendantes en 1923¹⁷ qui se décide à embrasser la profession d'assistante sociale pour répondre à ses aspirations déçues suite au refus de son père de la laisser entrer dans la communauté religieuse protestante des Diaconesses de Reuilly¹⁸. Mais, si l'on sait que la foi a pu jouer un rôle dans l'engagement politique des femmes¹⁹, elle n'est pas un facteur explicatif satisfaisant. Il faut souligner aussi l'esprit de sacrifice attendu des travailleuses sociales et que l'on retrouve dans la Résistance. Le choix de cette profession est rarement le fait du hasard mais répond à une vocation. Les écoles sont très attentives à ce que les élèves aspirantes possèdent un certain nombre de

qualités : comme l'écrit Cécile Brunschvicg, il est absolument nécessaire « d'avoir des sentiments altruistes et de considérer moins son travail comme un gagne-pain que comme un apostolat : le travail social doit être un don perpétuel de soi, une joie qui paie seule toutes les peines²⁰ ». De même, la plus grande disponibilité due au célibat a pu jouer un rôle dans l'engagement résistant, même si *a contrario* pour celles qui sont mariées, le fait d'être mère de famille n'a pas été forcément un frein (elles sont six dans notre corpus) et l'engagement dans la Résistance a pu être encouragé par le mari ou la famille : c'est le cas de Michelle Azoué-Facq (1916-1980) qui suit son mari dans le réseau Confrérie Notre-Dame, en même temps que sa mère, son frère et sa sœur²¹ ; et d'Odette Duroeulx (1914-1982), engagée dans le mouvement Ceux de la libération-Vengeance, qui est arrêtée en même temps que sa mère et sa sœur²².

Surtout, les assistantes sociales de l'époque partagent des valeurs communes, les programmes de formation de l'époque laissant une large place aux cours de morale professionnelle. La déontologie et l'idéal professionnel qui sous-tendaient l'action des assistantes sociales et qui furent transmis par les enseignements des pionnières, s'appuyaient sur les notions de solidarité, de respect de la dignité humaine et d'accès aux droits pour tous²³. Déontologie qui, on le comprend, peut avoir joué un rôle dans la décision que prirent certaines de se distancier du régime de Vichy dès lors qu'il mit en place un antisémitisme d'État. Mais cela serait oublier que les assistantes sociales étaient aussi formées dans le culte de la neutralité du travail social, invitant le travailleur social à refouler ses propres systèmes de valeur. Ainsi trouve-t-on dans le dossier d'élève d'Yvette Bernard-Farnoux un document daté d'octobre 1938, à son entrée à l'École des surintendantes d'usines, où elle s'engage à respecter « l'esprit et la tradition de cette école en [s'] abstenant de toute propagande ou contre propagande soit politique, soit confessionnelle, tant au cours de [s]es études que de [s]a future vie professionnelle²⁴ ». De fait, on ignore à peu près tout des convictions politiques de ces femmes en dehors de Berthie Albrecht mais il est certain que pour s'engager dans la Résistance, elles eurent à passer outre cet axiome fondamental de leur formation.

Finalement, pour beaucoup, les circonstances de rencontre avec la Résistance, semblent avoir été décisives, en fonction des lieux d'affectation – par exemple dans les camps de prisonniers – et des rencontres. Pour Pierrette Desclaux-Boeri (1918-1994), dite « Danièle » dans la Résistance, engagée dans le mouvement Ceux de la libération et qui commença sa carrière comme infirmière, le fait d'être affectée dans un hôpital militaire en juillet 1940 l'amena à croiser les réseaux d'évasion de prisonniers de guerre qui y furent hospitalisés et à élargir son action à du renseignement²⁵. Le lieu d'exercice importait aussi : c'est parce qu'elle se trouvait sur le chemin d'un réseau d'évasion sur la route de Besançon et de la Suisse, que Marcelle Fuglesang put mettre le centre d'accueil du Secours national qu'elle dirigeait à Charleville à la disposition de la Résistance²⁶. Comme l'exprime Laurent Douzou qui interroge l'entrée en Résistance et ses mécanismes, « dans nombre de cas, les sociabilités militante, professionnelle et amicale jouèrent à plein, en même temps que de manière très sélective²⁷ ». Dans le cas des assistantes sociales, la notion de sociabilité professionnelle n'est pas un vain mot. Depuis 1922, il existait une association des travailleuses sociales regroupant « les infirmières visiteuses qui ont une tâche d'éducation sociale, les assistantes d'aide sociale des hôpitaux, les assistantes d'hygiène scolaire, les directrices de puériculture, les surintendantes, soit toutes les travailleuses sociales rétribuées ou non fournissant un travail continu²⁸ ». Cette association regroupait en 1938 un millier d'adhérentes actives. Du côté des surintendantes, l'école avait son propre réseau d'anciennes élèves au sein de l'Association des

surintendantes et de services sociaux. L'explication de Laurent Douzou paraît particulièrement adaptée au rôle joué par l'École des surintendantes d'usines et par ses anciennes élèves dans la construction et le développement du mouvement Combat. L'histoire est connue : Berthie Albrecht, qui avait fondé avec Henri Frenay en août 1940 le mouvement de Libération nationale, devenu Combat en 1941, recommanda à Robert Guédon de prendre contact, pour le développement du mouvement à Paris, avec Jane Sivadon, surintendante elle-même, sous-directrice de l'école à partir du 1^{er} septembre 1933, puis directrice à partir du 1^{er} octobre 1939, en lui faisant valoir l'intérêt de son réseau : « Je peux vous donner un nom et une adresse qui en valent des dizaines : Jane Sivadon [...] Pensez qu'elle a formé des centaines d'assistantes sociales, réparties aujourd'hui dans toute la France, et travaillant le plus souvent en usine²⁹. » De fait, Jane recrute Anne-Marie Boumier, elle aussi ancienne élève de l'école des surintendantes (17^e session) qui exerce depuis octobre 1939 conjointement les fonctions de directrice adjointe, déléguée technique à l'école et de surintendante à l'Union des Industries métallurgiques et minières³⁰, ainsi que Denise Lauvergnat (1913-2005), élève de la 27^e session alors en exercice à l'Union d'électricité, toutes deux membres de l'ADIR. Jane envoya Yvette Bernard-Farnoux, à sa sortie de l'école en juillet 1941, travailler auprès de Berthie Albrecht au Commissariat du chômage à Lyon. Sans que l'on sache si elle a été en contact avec ces dernières, notons que l'on retrouve aussi dans Combat à Lyon une autre surintendante, membre de l'ADIR : Marguerite Saunier (1920-1999), née Marx, et dite « Christophe » dans la Résistance, qui fut arrêtée le 3 mars 1944 alors qu'elle transportait des fonds³¹.

Par ailleurs, pour reprendre les mots de François Marcot, « la Résistance recrute ceux qui se déplacent facilement et qui exercent des professions de contact³² ». De ce point de vue, les fonctions mêmes remplies par les assistantes sociales étaient très propices aux activités clandestines car elles recevaient beaucoup de personnes dans leur bureau, tout en étant soumises au secret professionnel, ce qui pouvait justifier des entretiens en tête à tête. Jane Sivadon, qui mit à disposition de Combat les locaux de l'école des surintendantes de la rue Princesse, où elle habitait, décrit un « métier parfait pour faire de la Résistance³³ ». Cette collusion lui fut d'ailleurs reprochée à la Libération par une partie du conseil d'administration de l'Association des surintendantes jugeant qu'elle avait, par son action, mis en danger l'école, qui avait été mise à sac par la Gestapo lors de son arrestation le 2 février 1942³⁴. Céline Lhotte évoque les visites discrètes des dirigeants de Libération Nord, rue Taitbout où elle travaillait, cette « bienheureuse permanence où défilaient candidats en mal d'emplois, directeurs d'œuvres, pauvres gens en quête de secours ou d'aide morale, bref, un de ces mélanges où l'on malaxait tout ce qu'on voulait³⁵ ». La profession d'assistante sociale était d'ailleurs perçue par les dirigeants de réseaux comme une bonne couverture pour passer inaperçue, en raison des déplacements exigés de la fonction. Ce fut le cas pour Odette Bonnat-Walling (1920-2010) qui interrompit ses études de médecine en 1941 pour devenir un agent P2³⁶ dans le réseau de Résistance créé par son ami d'enfance François Claude, financé par l'Intelligence service, et basé en Suisse. Ses nouveaux papiers qui lui permirent de voyager librement en France et en particulier en Picardie et en Normandie, pour la localisation des champs de V1³⁷ la désignaient comme assistante sociale scolaire³⁸. Au-delà des aspects pratiques, les fonctions remplies par les assistantes sociales pouvaient aussi être à la source de précieux renseignements politiques administratifs, comme dans le cas de Sarah Rosier, qui travaillait au sein du cabinet du préfet de police. En octobre 1940, elle fut contactée et recrutée par le réseau Georges France dont elle dirigeait la section Ile-de-France. Arrêtée par

la police militaire allemande le 24 janvier 1941 à son bureau, elle fut condamnée à mort le 16 juin 1941, internée jusqu'au 11 octobre 1941, avant d'être déportée³⁹.

Dans la déportation

Pour finir, nous aimerions évoquer la période de la déportation, sur laquelle nous trouvons de précieux témoignages dans *Voix et Visages*. Beaucoup d'assistantes sociales possédaient un diplôme d'infirmière dispensé par la Croix-Rouge, exigé par les écoles qui les avaient formées. Deux membres de l'ADIR revendiquent d'ailleurs le statut d'assistantes sociales infirmières. Elles se retrouvèrent donc souvent dans les camps en position de soignante, que ce soit de manière officielle ou par solidarité. Jacqueline Hereil-Bévérina fut ainsi infirmière au *Revier* du *Block* 10, ce qui lui permit de témoigner au procès de Ravensbrück⁴⁰. Charlotte Bachelet, quant à elle, sommée de travailler à Berlin où elle fut amenée pour interrogatoire, proposa ses services comme infirmière mais préféra finalement retourner à Ravensbrück plutôt que de travailler en usine pour l'effort de guerre allemand⁴¹. D'autres y laissèrent leurs dernières forces. Dans les archives de l'École supérieure de travail social se trouve un témoignage d'Odette Lejeune, daté du 27 janvier 1946, sur les derniers jours d'Irène Rossel à Bergen-Belsen où elle raconte son dévouement pour soigner, alimenter ses camarades malades avant de décéder elle-même d'épuisement le 6 juin 1945. Irène Rossel, née Chiot, était, elle aussi, une ancienne de l'école des surintendantes d'usine, entrée à l'école en 1926 à l'âge de 28 ans. Résistante dans l'Yonne, responsable du groupe Front national d'Epizy-Joigny, elle fut arrêtée le 7 octobre 1943 par la Gestapo en même temps que Jorge Semprun à son domicile de Joigny, au lendemain du sabotage d'un train allemand⁴². Jane Sivadon évoque quant à elle le souvenir d'Yvonne Kocher, une autre surintendante, dont elle découvrit les activités de résistance à Ravensbrück : « elle avait laissé dans le camp un souvenir impérissable chez toutes celles qui l'avaient connue et qui l'avaient surnommée le "sourire de Ravensbrück". Elle était la charité même et l'oubli de soi⁴³. » *Le Sourire de Ravensbrück* est le titre d'un ouvrage de souvenirs rassemblés en son honneur par sa sœur Marie-Elisabeth Kocher, où se retrouvent des témoignages concrets de son dévouement à ses compagnes⁴⁴.

Au retour de la déportation, elles furent aussi nombreuses à mettre leur compétence d'assistante sociale au service des anciennes déportées ou orphelins de la Résistance. Yvette Bernard Farnoux par exemple participa à la création de l'association Revivre, qui prenait en charge les orphelins de la Résistance⁴⁵. La carrière professionnelle de certaines fut le prolongement de cette expérience de la déportation et la guerre : Pierrette Desclaux-Boeri fut pendant 20 ans assistante sociale à l'Office national des anciens combattants ; Odette Duroeulx exerça son métier au sein du Comité des œuvres sociales de la Résistance au moment de son adhésion à l'ADIR ; Madeleine Clayssen au sein de la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance⁴⁶. De fait, certaines de ces travailleuses sociales sont intimement liées à l'histoire de l'ADIR : Jane Sivadon, première présidente de l'association, nommée le 4 novembre 1945 lors de l'assemblée constitutive de l'ADIR jusqu'en janvier 1949⁴⁷ ; Jacqueline Hereil-Bévérina, également membre du premier conseil d'administration élu et qui fit adopter un rapport lors de cette assemblée pour la création d'un centre pour les enfants de déportés⁴⁸, Suzanne Hugounenq, secrétaire générale de l'association jusqu'à son décès en février 1982⁴⁹, Anne-Marie Boumier qui fut trésorière puis secrétaire générale de l'ADIR pendant huit ans⁵⁰, Marguerite Saunier qui pendant dix ans à partir de sa retraite se chargea de la constitution des dossiers d'aide sociale des membres de l'association⁵¹, Charlotte Bachelet qui exerça les fonctions de déléguée pour le Var tant que

sa santé le lui permit. Cet investissement des assistantes sociales dans le fonctionnement de l'ADIR est très logique puisque l'association se donna d'emblée comme objectif de grouper « toutes les Camarades qui s'intéressent vraiment au travail de service social » sur un programme de réalisations concrètes, pour reprendre les mots de Jane Sivadon lors de l'assemblée constitutive⁵².

En conclusion, ce très rapide panorama n'épuise ni les richesses des archives de l'ADIR ni le sujet du rôle joué par les travailleuses sociales, dans toute la diversité que revêt ce terme, dans la Résistance. Beaucoup des valeurs professionnelles portées par les assistantes sociales étaient susceptibles de les amener à résister et la profession de travailleuse sociale était en tout cas de celles dont l'utilité pratique et l'insertion dans un tissu social ont pu constituer des vecteurs de résistance. Il resterait à mener une étude plus précise sur les fonctions qu'elles occupèrent dans la Résistance et à voir si le fait qu'elles exercèrent une profession correspondant au rôle social traditionnel attribué au sexe féminin eut un impact, même si en première lecture on pense pouvoir affirmer qu'elles furent loin d'avoir été seulement actives dans les services sociaux clandestins où leur présence aurait été particulièrement attendue. La porosité est grande entre les fonctions d'infirmière et d'assistante sociale, il serait sans doute pertinent d'élargir cette étude aux infirmières adhérentes de l'ADIR. Enfin, il reste encore beaucoup de femmes présentes dans notre corpus sur lesquelles nous ignorons à peu près tout, ce travail serait donc à poursuivre avec une plongée dans les dossiers personnels conservés dans les archives.

Notes de bas de page

¹Voir dans cet ouvrage l'article de Philippe Mezzasalma.

²Formaglio Cécile, « *Féministe d'abord* » : Cécile Brunschvicg (1877-1946), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

³Bouquet Brigitte, Garcette Christine, Salomon Georges-Michel, « Les premières écoles de service social : un atout majeur pour la professionnalisation des assistantes sociales », in *Vie sociale*, n° 1-2 (« Histoire des premières écoles de service social en France (1908-1938) »), 1995, p. 3-24.

⁴<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article9821>, notice Albrecht Berthie [née WILD Berty, Pauline, Mariette, épouse ALBRECHT, dite] [Pseudonyme dans la Résistance : Victoria] par Renée Dray-Bensousan, version mise en ligne le 20 octobre 2015, dernière modification le 20 novembre 2015.

⁵Mabon-Fall Armelle, *Les Assistantes sociales au temps de Vichy*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 23-30.

⁶Le Tallec Cyril, *Les Assistantes sociales dans la tourmente (1939-1946)*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 46-47.

⁷Lhotte Céline, *Et pendant six ans*, Paris, Bloud et Gay, 1947.

⁸Guerrand Roger-Henri, Rupp Marie-Antoinette, *Brève histoire du service social*, Toulouse, Privat, 1978, p. 81.

⁹Semelin Jacques, *Persécutions et entraides dans la France occupée : comment 75 % des Juifs ont échappé à la mort*, Paris, Éditions du Seuil, 2013, p. 520-526.

¹⁰Brault Éliane, *L'Épopée des AFAT*, Paris, P. Horay, 1954, 239 p.

¹¹Polack Emmanuelle, « Mila-Myriam Racine, assistante sociale et résistante », in *Archives juives*, 2015/01, vol. 48, p. 143-145.

¹²Association des surintendantes d'usines et de services sociaux, *Assemblée générale 18 février 1947*, p. 1-2.

13Douzou Laurent, « L'entrée en résistance », in *Le Mouvement social*, n° 180 (« La résistance, une histoire sociale »), juillet-septembre 1997, p. 11.

14Liard Le Porz Louise, « In memoriam Jacqueline Hérel-Bévérina », in *Voix et Visages*, n° 265, mai-juin 1999.

15Delbo Charlotte, *Le Convoi du 24 janvier*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1965, p. 118-120.

16Knibiehler Yvonne, *Nous les assistantes sociales : naissance d'une profession*, Paris, Aubier-Montaigne, 1980, p. 55.

17ETSUP, Archives de l'école des surintendantes d'usines, dossier d'Yvonne Kocher.

18ETSUP, Archives de l'école des surintendantes d'usines, dossier d'Yvonne Kocher, lettre du 13 août 1923.

19Andrieu Claire, « Les résistantes, perspectives de recherche », in *Le Mouvement social*, n° 180 (« La résistance, une histoire sociale »), juillet-septembre 1997, p. 69-96.

20Brunschvicg Cécile, « Métiers de femmes. Les carrières sociales. », in *La Française*, 2 mars 1946.

21Courtaud-Laurent Madeleine, « In memoriam Michelle Azoué-Facq », in *Voix et Visages*, n° 175, mai-juin 1981.

22Bouvron Jeanne, « In memoriam Odette Duroeulx », in *Voix et Visages*, n° 185, mai-juin 1983.

23de Robertis Cristina, « La déontologie des assistantes de service social : fil conducteur reliant passé, présent et avenir », in *Revue française de service social*, n° 195, 1999, p. 44-59.

24ETSUP, Archives de l'école des surintendantes d'usines, dossier d'Yvette Baumann.

25« Danièle Desclaux-Boeri », in *Voix et Visages*, n° 242, novembre-décembre 1994, p. 5.

26Delbo Charlotte, *Le Convoi du 24 janvier*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1965, p. 118-120.

27Douzou Laurent, « L'entrée en résistance », in *Le Mouvement social*, n° 180 (« La résistance, une histoire sociale »), juillet-septembre 1997, p. 16.

28Guerrand Roger-Henri, Rupp Marie-Antoinette, *Brève histoire du service social*, Toulouse, Privat, 1978, p. 98-101.

29Frenay Henri, *La nuit finira : mémoires de résistance, 1940-1945*, Paris, Michalon, 2006, p. 72.

30ETSUP, Archives de l'école des surintendantes d'usines, dossier d'Anne-Marie Boumier. Les réunions d'assistantes sociales servent aussi aux échanges d'informations. Ainsi, en avril 1941, Anne-Marie Boumier chargée d'une mission auprès d'Henri Frenay par Robert Guédon profite d'une réunion à Vichy pour voir Berthie Albrecht et prendre contact avec Frenay. Voir Archives nationales, Archives du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, 72AJ46 dossier 2, Témoignage d'Anne-Marie Boumier, 1955. Voir aussi le récit d'Anne-Marie Boumier sur son amie le D^r Anne Noury conservé au Musée de la résistance et de la déportation de Besançon.

31Vernay Denise, « In memoriam Marguerite Saunier, née Marx, Christophe dans la résistance », in *Voix et Visages*, n° 267, novembre-décembre 1999, p. 3. Voir aussi Archives de l'ADIR, Arch res 0002 (3) / 75, Dossier Marguerite (Maguy) Saunier, pseudonyme « Christophe » dans la Résistance.

32Marcot François, « Pour une sociologie de la résistance : intentionnalité et fonctionnalité », in *Le Mouvement social*, n° 180 (« La résistance, une histoire sociale »), juillet-septembre 1997, p. 25.

33Mabon-Fall Armelle, « Jane Sivadon (1901-1995) ou l'esprit de résistance », in *Le Journal de Nervure*, décembre 1995-janvier 1996.

34ETSUP, Archives de l'école des surintendantes d'usines, Note de M^{me} Viollet, août 1943 et copie d'une lettre de Mme Lynen à Cécile Brunshvicg, 29 août 1945.

35Lhotte Céline, *Et pendant six ans*, Paris, Bloud et Gay, 1947, p. 47.

36Voir l'index en fin d'ouvrage.

37Voir l'index en fin d'ouvrage.

38Archives de l'ADIR, Arch res 0002 (3) / 7, Dossier Odette Allaire-Bonnat-Walling, arrêtée en juin 1944, déportée à Ravensbrück le 18 juillet 1944, matricule 47321.

39*Au cœur de la préfecture de police : de la résistance à la libération*, 1^{re} partie, Paris, éditions LBM, 2009, p. 64 ; Fleury Jacqueline, « In mémoriam Sarah Rosier », in *Voix et Visages*, n° 234 mars-avril 1993. Sarah Rosier témoigne de son internement à la prison du Cherche-Midi en même temps qu'Honoré d'Estienne d'Orves et Agnès Humbert dans l'ouvrage *Honoré d'Estienne d'Orves : pionnier de la Résistance : papiers, carnets et lettres*, Paris, France-Empire, 1990.

40Les archives de l'ADIR conservent le témoignage de Jacqueline Héreil-Bévérina, daté du 14 avril 1945. Il s'agit d'un des premiers témoignages recueillis après la libération des camps dans les locaux du Mouvement de libération nationale. Voir Archives Geneviève Delmas, F delta res 0848/01/2.

41Archives de l'ADIR, F delta res 0797/VI/18 / dossier 111, lettre de Charlotte Bachelet, 10 mai 1986.

42ETSUP, Archives de l'école des surintendantes d'usines, Dossier Irène Rossel. Voir aussi sur la mort d'Irène Rossel : Vincent Alain, *Du fer au flambeau : la bataille du rail à Laroche-Migennes. De la libération à la reconstruction*, Précy-sous-Thil, Éditions de l'Armançon, p. 90-91.

43Sivadon Jane, « Témoignage d'une déportée », in *Les Protestants français pendant la seconde guerre mondiale. Actes du colloque de Paris, Palais du Luxembourg, 19-21 novembre 1992, réunis par André Encrevé et Jacques Pujol*, Supplément au *Bulletin de la Société de l'Histoire du protestantisme français*, n° 3, juillet, août, septembre 1994, p. 603.

44Kocher Marie-Elisabeth, *Le Sourire de Ravensbrück. [Yvonne Kocher, Nanouk dans la Résistance. Souvenirs réunis par Marie-Elisabeth Kocher.]*, Paris, Société des Messageries évangéliques, 1947.

45Matard-Bonucci Marie-Anne et Lynch Édouard, *La Libération des camps et le retour des déportés*, Bruxelles, Complexe, 1995, p. 143.

46Archives de l'ADIR, F Delta Res 797, Fiche d'adhésion de Madeleine Clayssen.

47Mella Jacqueline, « In mémoriam Jane Sivadon », in *Voix et Visages*, n° 247, novembre-décembre 1995.

48Archives de l'ADIR, Arch res 0002 (6)/2/1, Compte rendu de l'Assemblée générale du 4 novembre 1945.

49« L'hommage à Suzanne Hugounenq », in *Voix et Visages*, n° 179, mars-avril 1982.

50Postel-Vinay Anise, « Anne-Marie Boumier (1897-1990) », in *Voix et Visages*, n° 246, juillet-octobre 1991.

51Vernay Denise, « In memoriam Marguerite Saunier, née Marx "Christophe" dans la résistance », in *Voix et Visages*, n° 267, novembre-décembre 1999.

52Archives de l'ADIR, Arch res 0002 (6)/2/1, Compte-rendu de l'Assemblée générale du 4 novembre 1945, p. 8.

Auteur : Cécile Formaglio

Archiviste-paléographe, elle est docteure en histoire et conservatrice de bibliothèque, en poste au Conservatoire national des arts et métiers. Elle est l'auteure de « Féministe d'abord : Cécile Brunschwig, 1877-1946 » (Rennes, PUR, Collection Ar

Extrait de **Femmes en déportation**

« Les déportées de répression dans les camps nazis 1940-1945 »

Sous la direction de [Philippe Mezzasalma](#) Presses universitaires de Paris Nanterre 2019



Info GREHSS est le bulletin du Groupe de Recherche en Histoire du Service Social (GREHSS). Il paraît cinq fois par an.

Responsable de publication : Henri PASCAL président du GREHSS

Adresse postale :

GREHSS

15 rue de Bruxelles 75009 Paris

Adresse électronique : greh.servicesocial@orange.fr site : www.grehss.fr

Activités du GREHSS

Journée étude

associations histoire TS

Vous avez reçu l'annonce de la journée d'étude organisée, le 15 octobre 2026 aux Archives Nationales site de Pierrefitte, par les associations histoire du travail social. Le travail de préparation de cette journée se poursuit. Vous pouvez vous inscrire (auprès du CNAHRES : cnahes.association@gmail.com) pour y participer.

l'ensemble des adhérents dispersés sur l'ensemble du territoire.

Biographies

Notre dictionnaire biographique du service social compte à ce jour 98 biographies (consultable en accès libre sur notre site www.grehss.fr) Pour relancer l'écriture de nouvelles biographies nous avons fait appel à des personnes qui avaient proposées des biographies. Nous faisons aussi appel à toutes les lectrices et tous les lecteurs d'Info GREHSS pour qu'elles/ils contribuent à enrichir ce dictionnaire. Si vous avez des données (témoignages, documents) sur des personnes ayant marquées, nationalement ou régionalement, le service social contactez-nous Et si vous êtes disposés à écrire une biographie faites nous en la proposition.

Assemblée générale du GREHSS

L'assemblée générale du GREHSS se tiendra, en visio conférence, le samedi 3 octobre 2026 à 14h 30 Celles et ceux qui résident à Paris ou en sont proches pourront se réunir dans les locaux de l'ANAS tout en restant connecté avec

Du côté de l'histoire du travail social

Brèves du social

« Ces brèves, parues dans le Lien Social. sont basées sur des histoires vraies. Certaines font verser quelques larmes, réjouissent ou titillent nos révoltes latentes. D'autres, plus persuasives, réveillent notre désir de résistance. Car l'enjeu est bien de continuer à pratiquer ce beau métier d'éducateur, sans laisser se ternir la passion qui nous oriente vers le réconfort de la personne. » (présentation par l'éditeur)

EYRAUD Monique 2026 «*Brèves du social... et du médical...(et quelques longues)* » Editions La Pensée Vagabonde 164 p.

Les valeurs du travail social ont-elles un avenir ?

« La référence aux valeurs est souvent négligée et mise en second par rapport aux urgences du moment. Or, l'importance des valeurs doit être réaffirmée avec force et ceci pour au moins trois raisons :

- la montée des dérives gestionnaires, à tous les niveaux, qui conduisent à un rétrécissement des ambitions portées par des valeurs historiques qui ont été au fondement du travail social ;
- un contexte de recherche de sens souligné par le Livre Blanc du travail social, sur fond de segmentation des politiques, des institutions, des métiers ;
- un doute croissant sur les finalités de l'action sociale qui conduit, dans la pratique, à un flou sur les conduites à tenir ; ce doute conduit, par défaut de régulation et de reconnaissance sociale, à une démobilisation de beaucoup de travailleurs sociaux et favorise la baisse d'attractivité des métiers du social.

Mais le constat des menaces qui pèsent sur les valeurs du travail social, notamment celles qui ont été intégrées à la définition du travail social dans le code de l'action sociale et des familles, ne peut pas faire perdre de vue une question centrale : ces valeurs sont-elles un socle intemporel ou sont-elles susceptibles d'évoluer ? Ce qui nous renvoie à un autre présupposé : parce que ces valeurs s'inscrivent dans une histoire, elles ont un avenir. Pour autant, en est-on si sûrs ? » (présentation par l'éditeur)

Revue Vie Sociale n° 53 /2026

Le dossier de ce numéro est dirigé par Marcel Jaeger (professeur émérite du CNAM, président de l'UNAFORIS) et Marc de Montalembert (directeur de publication de la revue *Vie sociale*, aux éditions Erès, et président d'honneur du CÉDIAS-Musée social). Avec la participation de Geneviève BESSON, Yannick BLANC, Clément BOSQUE, Brigitte BOUQUET, Didier DUBASQUE, Éric FIAT, Philippe FOFANA, Claire MICHEL, Philippe ROPERS, Anna RURKA, Roger SUE, Jean-Marie VAUCHEZ

Les droits humains et le travail social en Afrique

Tout en mesurant les grands défis auxquels sont confrontés les peuples africains, je me suis attaché à scruter l'avènement d'un nouveau travail social dans le précédent FORUM n° 176. Il débute d'abord par une configuration pratique et incarnée des droits humains dans des interventions sociales auprès des personnes, des familles et des communautés toute entières. Sa grande particularité consiste à se frayer une place de plus en plus reconnue au niveau international, tout en composant avec les limites et les fragilités d'une professionnalité qui se construit hors les normes et les standards habituels. Tout en mesurant les grands défis auxquels sont confrontés les peuples africains, je me suis attaché à scruter l'avènement d'un nouveau travail social dans le précédent FORUM n° 176. Il débute d'abord par une configuration pratique et incarnée des droits humains dans des interventions sociales auprès des personnes, des familles et des communautés toute entières. Sa grande particularité consiste à se frayer une place de plus en plus reconnue au niveau international, tout en composant avec les limites et les fragilités d'une professionnalité qui se construit hors les normes et les standards habituels » (présentation par l'auteur)

Forum 177 / 2026 Editons Champs Social

Jeunes en révolte

Le numéro 28 de la revue « L'irrégulière » (publiée par l'AH PJM et maintenant éditée par les éditions ANAMOSA) s'ouvre par un hommage de Jean Jacques Yvoret à Michel Chauvière suivi d'un article de Chauvière sur son recours à l'histoire « quels appuis pour qui veut contribuer à l'histoire du travail social. Suit le dossier qui donne son titre à ce numéro de la revue Ce dossier comporte plusieurs articles sur les participations des jeunes à des révoltes populaires des XIXe et XXe siècles (Paris, Milan, Algérie) sur des révoltes des jeunes dans certaines institutions comme le lycée de Saint Denis de La Réunion (1866), dans les « écoles de préservation pour files et la prison pour femmes de Frenes. Il y a aussi un article sur les « hooligans » des stades de foot ball en Angleterre dans les années 1970. (Henri Pascal)

« L'irrégulière. Revue d'histoire de l'enfance » n° 28 : *Jeunes en révoltes, XIXe -XXe siècle* juillet 2026



Colloques, journées d'études, séminaires

Handicap, éducation populaire et mouvements de jeunesse

Approches historiques et sociologiques

Le 1er octobre 2026, le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP) organise une journée d'étude intitulée « Handicap, éducation populaire et mouvements de jeunesse : approches historiques et sociologiques ». Co-présidée par des figures du monde de l'éducation et de la recherche comme Dominique LERCH, Jean-Noël LUC, Carole CHRISTEN et Bernard HECKEL, cette journée explorera l'évolution de la prise en compte du handicap au sein des structures d'éducation populaire.

Jeudi 1er octobre 2026 | 09h30 - 17h30

CEDIAS Musée social, 5 rue las Cases, 75007 Paris

PAJEP 51 rue de l'amiral Mouchez Paris 75013 | tel : 07 55 59 76 12

Mail : pajep@fonjep.org



HOMMAGE A HERVE DROUARD

Au CNAM le 28 mai 2026

L'hommage rendu au CNAM à Hervé Drouard a réuni chercheurs et universitaires intéressés ou impliqués dans la recherche en travail social, amis et alliés. Des étudiants inscrits à la chaire de travail social et de l'intervention sociale au CNAM se sont joints à cette journée foisonnante en raison des différentes interventions qui se sont succédées. H. Drouard a été l'un des précurseurs de la recherche en travail social (RETS) il était donc légitime de retracer son histoire spécifique, la replacer dans son contexte historico-philosophique. Utile aussi d'aborder les enjeux de ce type de recherche, son appartenance ou encore les perspectives qui font encore débat aujourd'hui. Science du travail social ? Discipline travail social ? Processus scientifique de création ? Champ spécifique à dimension interdisciplinaire ?...

Ceux dont le parcours professionnel ou de chercheur a été marqué par la rencontre avec H. Drouard se sont également exprimés permettant d'approcher une personnalité attachante.

C'est un compagnonnage créatif lors de la mise en œuvre de l'initiation à la recherche d'étudiants de l'école de service social de Clermont Ferrand. C'est une leçon de perspicacité lors d'une journée de valorisation organisée par AFFUTS (Association française pour le développement de la recherche en travail social, créée par H. Drouard) qui donnaient l'occasion à des chercheurs ou apprentis chercheurs d'exposer leurs travaux pour en débattre. L'un d'eux a ainsi revisité toute sa démarche suite à une simple phrase d'H. Drouard « *pourquoi ne parles-tu pas de ta pratique ?* ». Suggestion qui renvoie au savoir d'expérience qu'étaye le concept de praxéologie si cher à Hervé Drouard. Il nous a ainsi été rappelé que, pour H. Drouard, la RETS est une recherche sur l'intervention sociale à partir de la praxis qui vise la transformation. Ceux qui l'ont accompagné dans la promotion des théories portées par AFFUTS ont décrit un « guide spirituel », bienveillant, et toujours convaincant.

Ce sont aussi ses écrits scientifiques et méthodologiques qui ont marqué formateurs et professionnels du service social, comme cela a pu être exposé. Sociologue, Hervé Drouard était un intellectuel, un praticien-chercheur comme il se plaisait à se définir, mais aussi un poète et un écrivain, ce que l'on sait moins de lui. Pour un autre intervenant, cheminer avec la pensée d'H. Drouard c'est découvrir un intellectuel, un être engagé, lucide, de grande humanité. Ses proches ont pu en témoigner à travers des écrits poétiques. L'hommage rendu à Hervé Drouard a été digne de l'intellectuel, du chercheur, du combattant qu'il était pour promouvoir des idées qu'il jugeait justes pour le bien commun, son héritage continuera à rayonner.

Dany Bocquet



Tous les numéros d'Info GREHSS sont consultables sur le site www.grehss.fr :

Info GREHSS n° 12 15 /10/2018 « Lettre d'une directrice d'école aux parents d'élèves mai 1968 »

Info GREHSS n° 13 20/12/2018 « Organisation conférence internationale de service social 1928 »

Info GREHSS n° 14 15/03/2019 « Marie Thérèse Vieillot sur la réforme du DEAS de 1938 »

Info GREHSS n° 15 06/05/2019 « Ecole de formation sociale 1910-1911 »

Info GREHSS n° 16 05/07/2019 « Sur le syndicat CGT des assistantes sociales 1946 »

Info GREHSS n° 17 25/09/2019 « Ecole d'Action sociale 1931 »

Info GREHSS n° 18 10/01/2020 « Besoins et tendances du service social rural »

Info GREHSS n° 19 30/03/2020 « Histoire de la formation des assistantes sociales à Nantes »

Info GREHSS n° 20 15/06/2020 « Mobilisations des assistantes sociales de 1989 à 1992 »

Info GREHSS n° 21 22/10/2020 « Assistante sociale de PMI à Saint Nazaire »

Info GREHSS n° 22 15/12/2020 « Activités sociales à la Poste au XX^e siècle »

Info GREHSS n° 23 03/02/2021 « Soutenance de la thèse de Patrick Lechaux sur le système de formation des travailleurs sociaux »

Info GREHSS n° 24 08/04/2021 « Un asile champêtre : le Pavillon Pasteur au Petit Arbois »

Info GREHSS n° 25 08/06/2021 « Plaidoyer pour une vraie définition du service social »

Info GREHSS n° 26 14/09/2021 « Histoire d'un combat pour la reconnaissance du niveau licence du DEAS, la création du diplôme supérieur en travail social et pour la recherche en travail social »

Info GREHSS n° 27 02/12/2021 « Préface au compte rendu de la 2e conférence internationale de service social »

Info GREHSS n° 28 24/02/2022 « Sur l'école de service social de Nice »
Info GREHSS n° 29 23/05/ 2022 « Enfance et traumatisme de guerre »
Info GREHSS n° 30 06/09/2022 « Les pionnières »
Info GREHSS n° 31 01/12/2022 « Une page de l'histoire du temps présents en train de se faire »
Info GREHSS n° 32 23/01/2023 « Des actions sociales portée par des femmes de l'émigration russe membres de l'ACER durant la première moitié du XXe siècle en France »
Info GREHSS n° 33 22/03/2023 « Une singularité de la protection de l'enfance sous Vichy »
Info GREHSS n° 34 23/05/2023 « Le service social devant les structures nouvelles »
Info GREHSS n° 35 18/09/2023 « Les différentes techniques auxquelles le service social doit s'adapter »
Info GREHSS n°36 11/12/2023 « Participation des usagers et techniques de service social »
Info GREHSS n° 37 20/02/2024 « Fondation du Conseil Supérieur de Service Social »
Info GREHSS n° 38 11/04/2024 « Les assistantes sociales et le terrain »
Info GREHSS n° 39 10/06/2024 « Un stage à l'Opéra de Paris en 1971 »
Info GREHSS n° 40 17/09/2024 RUPP « les méthodes de service social ont 25 ans »
Info GREHSS n° 41 09/12/2024 LIBERMANN « Nature et buts du service social »
Info GREHSS n° 42 10/02/2025 Sur l'intervention de groupe
Info GREHSS n° 43 08/04/2025 « Hommage à Yvonne Knibiehler »
Info GREHSS n° 44 11/06/2025 « Service social communautaire et développement local »
Info GREHSS n° 45 10/09/2025 « Sur le casework »
Info GREHSS n° 46 03/12/2025 « Programme européen de service social de l'ONU »
Info GREHSS n° 47 02/02/2026 « Assistantes sociales à Marseille durant la guerre d'Algérie »
Info GREHSS n° 48 09/04/2026 « Sur l'engagement de travailleurs sociaux en Algérie (1950-1962) »
Info GREHSS n° 49 01/06/2026 « Quand le dictionnaire des assistantes sociales devient un outil pédagogique »